



Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs

L'année scolaire s'achève sans que les écoles de notre département n'aient été informées sur certaines dispositions et décisions importantes pour préparer la rentrée. Alors qu'elle a marqué une véritable rupture dans le fonctionnement des écoles, la question de la réorganisation de la semaine scolaire n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi en fin d'année dans le cadre d'instances paritaires. Comment comprendre qu'un changement aussi fondamental dans le fonctionnement des écoles ne donne pas lieu à tous les niveaux à un bilan partagé et à une large concertation sur les évolutions, concertation qui a tant fait défaut à l'origine de ce dispositif.

De même malgré des demandes réitérées par tous les représentants des personnels, au mois de mai et juin aucune instance paritaire n'a pu se réunir dans le Val d'Oise pour examiner les ajustements de la carte scolaire pour la rentrée 2009. Le changement de calendrier imposé par le ministre n'est pas adapté à la réalité du fonctionnement des écoles, ce qui a conduit certains départements, y compris au sein de notre Académie, à mettre en place des groupes de travail. Nous regrettons que ce ne soit pas le cas sur le Val d'Oise. Contrairement aux années précédentes de nombreuses écoles ne connaîtront la décision de l'IA qu'après la rentrée. Cette absence de décision et ce manque d'anticipation seront lourds de conséquence pour la préparation de la rentrée et accentueront la dégradation des conditions de fonctionnement des écoles.

Cette gestion départementale s'inscrit dans un contexte national de remise en cause du paritarisme par le précédent ministre. Après 2 ans d'un dialogue social en berne, il est urgent que le nouveau ministre redonne au paritarisme tout son sens et à la concertation toute sa place.

Une autre urgence et non des moindres, consiste à prendre des mesures exceptionnelles pour que, dès la rentrée, l'école puisse faire face à tous ses défis. Ce qui impose de revenir sur les 6000 postes supprimés à la rentrée 2009 (postes au concours, RASED,...), alors que 14000 élèves supplémentaires sont attendus. De plus, avant de s'éclipser, Xavier Darcos a proposé la suppression de 16.000 postes dans l'Éducation à la rentrée 2010.

Ces suppressions concernent essentiellement les postes de stagiaires en IUFM. Comment comprendre que la formation professionnelle des enseignants, levier important dans la lutte contre l'échec scolaire, soit remise en cause et que la formation en alternance risque d'être réduite à un simple compagnonnage au moment où le métier d'enseignant requiert une plus grande professionnalité pour favoriser la réussite de tous les élèves ? Comment comprendre que des lauréats des concours 2010 puissent être responsables de classes sans avoir jamais effectué de stages en responsabilité dans leur cursus ?

Avec la suppression de postes de stagiaires c'est aussi la possibilité pour les enseignants des écoles de partir en stage de formation continue qui est supprimée et les décharges de direction assurées par les stages « filés » qui sont remises en cause.

Les conséquences de ces mesures sont lourdes pour les élèves et les enseignants : elles provoqueraient un appauvrissement sans précédent de la qualité de la formation. Elles dégraderaient les conditions d'exercice : non-remplacement des collègues absents, refus de temps partiels, impossibilité de quitter le département, gestion à flux tendu de la carte scolaire.....

Le SNUipp est reçu aujourd'hui par le nouveau ministre de l'Éducation Nationale. Monsieur le Ministre donnerait de solides gages dans sa capacité à écouter et discuter des réelles préoccupations des personnels en décidant que les annonces budgétaires seront revues, qu'aucune mesure précipitée ne serait prise, que la publication des décrets de mastérisation serait interrompue et que de véritables négociations seraient enfin engagées.